



CSAL du 22/04/2025

Nous ne siégerons pas face au massacre des emplois qui se poursuit à la DDFIP80 !

Madame la directrice,

Si nous sommes venus avant l'ouverture de ce CSAL « emplois-budget », ce n'est évidemment pas pour y siéger.

Les dernières déclarations en lien avec le contexte actuel ne laissent aucun doute sur une austérité qui va encore s'abattre dans des proportions inédites sur le monde du travail, la fonction publique et la DGFIP.

Aujourd'hui plus que jamais, les 550 nouvelles suppressions d'emplois nationales sont pour nous illégitimes et sonnent comme une véritable provocation alors que 2025 avait été annoncée comme une année blanche en termes de suppressions d'emplois.

Il en est de même sur la déclinaison locale de la Somme où nous constatons les nouvelles suppressions encore importantes cette année dans les services. Cette situation se cumule avec les 263 emplois supprimés depuis 2010 (soit 1/4 des effectifs) dans notre Direction et un impact délétère sur les conditions de travail des personnels et l'exercice des missions.

Infondées, à l'heure où la Cour des Comptes souligne que le déficit se creuse du fait d'une contraction conséquente des recettes.

Elles sont inacceptables par des personnels épuisés, démotivés mais qui continuent tant bien que mal de tenir la maison et n'ont droit qu'à quelques mots de félicitations en guise de reconnaissance. Elles vont fragiliser, une fois de plus, une fois encore, une fois de trop, l'exercice de nos missions et accentuer la dégradation des conditions de travail des personnels.

Il est donc pour nous inenvisageable d'être associés de quelque façon que ce soit à ces politiques de réduction des moyens alloués à la DGFIP. Désormais, qui plus est, ce point est inscrit à l'ordre du jour pour simple information comme si la question de l'emploi était désormais devenue un sujet accessoire ou secondaire alors qu'elle est au cœur de toutes nos problématiques. Jusqu'à quand continuera-t-on d'adapter l'exercice de nos missions aux moyens qu'on nous refuse au nom de l'exemplarité, de la responsabilité, du contexte sanitaire, de la compétitivité, de la stabilité et demain peut être au nom de l'effort de guerre ?

Outre le ridicule d'un Gouvernement qui feint de s'interroger publiquement sur ce que font les différentes administrations, nous n'attendons pas grand-chose de positif des résultats d'une énième revue des dépenses dont les résultats doivent être remis ces jours-ci. Si au moins celle-ci pouvait être enfin l'occasion de mettre en avant la diversité et la richesse des métiers de la DGFIP trop souvent

réduite à la partie visible de ses attributions fiscales.

Si nous sommes venus aujourd'hui, c'est donc également pour vous exprimer notre colère :

- face à une prétendue stabilité dont on sait désormais qu'elle n'est que la continuation de politiques publiques qui affaiblissent depuis des décennies le service public et continuent à être déroulées à la DGFIP contre les agents qui n'en peuvent plus.
- Colère face au constat que nous faisons de n'être informés qu'en bout de course sans aucun échange préalable sur les arbitrages ou dossiers locaux. Force est de constater que nous n'avons pas la même définition d'un dialogue social respectueux et constructif.

Est-ce respectueux quand les alertes se sont multipliées sur les difficultés humaines et de travail dans un grand nombre de services, sans qu'aucune perspective ni réponse ne soit donnée ? Sauf une minimisation des problématiques soulevées.

Est-ce constructif quand, dans la « vraie vie » les services ne tiennent que sur la bonne volonté des personnels et des cadres de proximité, vous ne répondez pas au besoin de transparence, information et soutien ?

Est-ce respectueux d'imposer la fin des mouvements locaux pour les cadres A via une note fin janvier(alors que ce sujet n'était pas à l'ordre du jour du GT ni même des LDG qui ont été présentées en CSAR) sans présentation du dispositif dans les instances locales ?

Enfin, est-ce respectueux des personnels de multiplier les mesures restrictives de remboursement de frais de déplacement et notamment pour tout ce qui a trait aux actions de formation ou qui motive la remise en cause subreptice des équipes départementales de renfort au nom des économies budgétaires alors que la DGF ne subit pas de baisse ?

Le passage en force des réformes accentuant la dégradation des conditions de travail, impactant tant nos vies professionnelles et personnelles est inacceptable !

Si pour vous un dialogue social respectueux et constructif se traduit par un rouleau compresseur de réformes dont vous avez la charge de nous informer, en faisant fi des impacts sur les agents et le service public, alors ce sera aujourd'hui sans nous !

F.O.DGFIP, Solidaires Finances Publiques, la CGT Finances Publiques, et l'alliance CFDT-CFTC Finances Publiques, sont attachés au service public et à représenter les agentes et les agents qui le rendent tous les jours. Ils méritent plus de considération dans les politiques qui sont menées. Ils méritent davantage de respect. Cela passe aussi par l'écoute de leurs représentants syndicaux et que les instances ne servent pas simplement à l'administration de considérer que la formalité du dialogue social est satisfaite.

Madame la directrice, vous qui êtes adepte des métaphores et citations et qui déplorez notre absence dans les instances dites de dialogue nous vous proposons cette citation de La Rochefoucauld : « Il faut écouter ceux qui parlent si on veut en être écouté. »

Un proverbe français nous rappelle aussi qu'à l'approche de l'orage : « quand il tonne, il faut écouter tonner. »